



RAPPORT DATA 2009

SUIVI DE LA PROMESSE FAITE PAR LE **G8 A L'**AFRIQUE
SYNTHESE



MÊME EN CETTE PÉRIODE D'ÉPREUVES, FAIRE CE QUI EST JUSTE EST POLITIQUEMENT POSSIBLE ET ÉCONOMIQUEMENT AVISÉ

Il y a presque dix ans, les dirigeants africains et leurs partenaires de la communauté internationale ont conclu un pacte pour améliorer les conditions de vie de centaines de millions de personnes. À l'occasion de leur campagne pour réaliser les Objectifs du Millénaire pour le Développement, ils se sont engagés les uns envers les autres et aussi vis-à-vis de leurs citoyens à œuvrer pour vaincre la pauvreté extrême et promouvoir une bonne gouvernance. Les dirigeants des pays occidentaux ont, quant à eux, pendant ce temps répondu aux demandes de leurs citoyens pour voir augmenter les budgets d'aide au développement, et pour qu'ils soient dépensés à bon escient et efficacement afin de soutenir la campagne de l'Afrique contre la pauvreté.

Les rapports cette année d'Africa Panel Progress et de DATA, dont la parution est délibérément consécutive, servent à souligner cette responsabilité partagée, à la fois celle des gouvernements internationaux vis-à-vis de leur peuple et celle du G8 et des dirigeants africains les uns envers les autres. ONE s'intéresse au degré de réalisation des engagements pris par les partenaires de l'Afrique, tandis qu'APP aborde les enjeux que doivent relever les dirigeants africains et les mesures qui doivent être prises s'ils veulent être en mesure de réaliser une croissance centrée sur leur peuple. Des deux côtés, on enregistre des succès qui sont des sources d'inspiration mais qui servent également à souligner les obstacles imposants qui se dressent devant les progrès. En cette année tumultueuse, les crises émanant des foyers économiques les plus dynamiques ont aggravé les perspectives de la périphérie. Ce qui est ironique est que le projet d'intégration global ait chaviré aussi brutalement alors que certains des plus pauvres commençaient juste à ressentir les bénéfices de la mondialisation. Un trop grand nombre se sont trouvés « découplés » des bénéfices de la mondialisation, mais étroitement liés à ses coûts. Ceux qui ont le moins contribué à ces crises ont été touchés le plus durement. Il est malheureusement vrai que lorsque les riches deviennent moins riches, les pauvres s'appauvrissent.

Avec l'amenuisement des apports en capitaux et un accès plus difficile au crédit, nous ne partageons pas seulement la responsabilité de veiller à ce que les plus pauvres soient protégés des retombées dévastatrices de la crise, mais aussi celle de saisir cette chance d'évoluer vers un modèle de développement économique plus durable.

Obtenir des gouvernements qu'ils réalisent les objectifs qu'ils se sont fixés est une lutte constante. C'est encore plus difficile en ce qui concerne les niveaux d'APD, la responsabilisation, la transparence et la démocratie, lorsqu'à juste titre, les contractions budgétaires font passer au premier plan les problèmes intérieurs. Cela ne devrait pas être toutefois un prétexte pour dévier de ces engagements : D'autant plus lorsque le bien-être d'un si grand nombre de nos congénères est en jeu. La performance l'année dernière de plusieurs pays du G8 est louable. Alors que certains ont tenu et que d'autres s'efforcent de tenir leurs promesses,

deux nations, l'Italie et le France, mettent en péril l'ensemble des progrès tendant vers la réalisation des objectifs de Gleneagles. Toutefois d'autres nations sont en train de prouver que même en cette période d'épreuves, il est politiquement possible et économiquement avisé de faire ce qui est juste.

Lors des moments de crise existentiels, le débat à propos du développement et du rôle de l'aide est revigoré. C'est une bonne chose. Lorsque les anciens systèmes se grippent, il est avisé et intéressant de se demander pourquoi, d'analyser et de figurer de nouveaux moyens d'aller de l'avant. Les notions d'aide et d'acheminement de l'aide, son utilité ou autre, le rôle des ONG, les modèles politiques et économiques appropriés, les types de gouvernance représentative efficace et donc les suppositions acceptées doivent être réévalués; nous espérons que l'issue en sera des conclusions fructueuses et factuelles plutôt que des théories insipides.

L'establishment du développement doit se remettre agressivement en question : nous espérons être en mesure de proposer d'ici à 2010 une stratégie renouvelée, basée sur une responsabilité partagée et une responsabilisation mutuelle.

Le but de ce rapport d'informations est toutefois plus limité. Il se cantonne à faire un compte-rendu des hauts et des bas, d'identifier ceux qui tiennent leurs promesses, ceux qui ne les tiennent pas, et de montrer les indicateurs qui progressent. Et bien qu'il y ait de multiples exemples formidables de progrès et d'avancement sociétal, ils ont malheureusement comme pendant les échecs qui n'étaient que trop prévisibles.

Nous pouvons uniquement traiter l'aspect empirique. Et tout porte à croire que l'aide, utilisée de manière responsable par les gouvernements agissant dans l'intérêt de leurs concitoyens, et de façon transparente, peut faire une différence positive mesurable, en contribuant à ce que les hommes et les femmes soient mieux instruits, en meilleure santé et travaillent dans de meilleures conditions. Que les ressources financières, notamment l'aide, débouchent ou non sur des résultats pour le développement dépend de la volonté et de l'aptitude des tenants de pouvoir à les utiliser d'une manière responsable. Faute de cela, que ce soit dans des pays pauvres avec peu de ressources comme la Somalie ou dans des pays où au contraire les ressources sont abondantes comme en Guinée Équatoriale, la réalisation des OMD reste un projet distant.

Il est clairement impératif pour les gouvernements de donner un dernier coup de collier pour respecter leurs engagements et leurs promesses. Dans le cas contraire, ceux qui sont le moins aptes à subir des épreuves subiront de plein fouet la récession mondiale et la contribution essentielle de l'Afrique au relèvement mondial ne sera pas réalisée, et ce au détriment de tous.

KOFI ANNAN
AFRICA PROGRESS PANEL
SIR BOB GELDOF
ONE

Le rapport DATA de ONE est un exercice de responsabilité.

Il trace le chemin parcouru entre les promesses passées et les résultats présents.

En cette période tumultueuse, il s'agit d'un chemin dont il ne faut pas s'écarter.

La communauté internationale a adopté en 2000 la Déclaration du Millénaire. Cette déclaration a commencé à se concrétiser en 2005, en particulier pour l'Afrique, avec les promesses présentées dans le communiqué du G8 à Gleneagles. Ces promesses doivent être tenues en 2010 si l'on veut aider les nations africaines à réaliser les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) d'ici 2015. Les espoirs et la prospérité des pays du « milliard du bas » (pays les moins avancés) dépendent en partie de la réalisation de ce pacte. Le monde d'aujourd'hui présente de nombreux enjeux – enjeux que le monde doit relever d'une manière concertée. Pour les relever, il est essentiel de resserrer les liens de confiance entre le Nord et le Sud, l'Est et l'Ouest, les pauvres et les riches. Il est crucial, pour développer et maintenir cette confiance, que soient tenues les promesses qui ont été faites.

L'importance morale, économique et sécuritaire d'un travail concerté convergeant vers la réalisation des OMD soulève d'importantes questions quant à ce qui doit être fait avec les nations – notamment l'Italie, qui accueillera le G8 cette année – qui ne respectent absolument pas leurs engagements. Cela ne doit pas être toléré: Les dirigeants du G8 doivent avoir le courage d'affronter leurs pairs dont la performance est médiocre. Il reste heureusement encore de considérables opportunités de repartir sur une bonne voie en 2009, en vue de respecter ces engagements, notamment avec le Sommet du G8 en juillet, les procédures budgétaires annuelles et les prochains forums multilatéraux. Le G8 peut encore bien progresser vers la réalisation de ses promesses pour 2010, si l'on génère une volonté politique. Le rapport de cette année a évolué dans certains de ses aspects méthodologiques par rapport à l'année passée : D'abord, il n'analyse pas seulement les performances passées, mais offre également une projection plus détaillée des déboursements en 2009 établie à partir des derniers chiffres budgétaires et des consultations avec les gouvernements donateurs.

Deuxièmement, pour faciliter les analyses comparatives, ONE s'est servi des valeurs de 2008 et non pas de 2004 pour évaluer les performances quant au respect des engagements.

Troisièmement, ce rapport est plus robuste dans son analyse de la qualité de l'assistance au développement. En effet, il capitalise sur l'élan du Forum de Haut Niveau d'Accra sur l'efficacité de l'aide.

Quatrièmement, ONE n'a pas inclus cette année de chapitre sur la gouvernance et la sécurité ou sur les engagements des dirigeants africains. Ces aspects sont abordés de manière appropriée par le Rapport Annuel d'Africa Progress Panel, ainsi que par les efforts d'African Monitor, des plateformes africaines de l'Action Mondiale contre la Pauvreté, l'index de la Fondation Mo Ibrahim pour la gouvernance en Afrique et les autres efforts de la société civile visant à responsabiliser les gouvernements africains vis-à-vis de leurs citoyens.

Ces partenaires doivent être mieux soutenus par la communauté internationale.

Comme toujours, ONE a besoin de données plus exactes et plus à-propos. Par-dessus tout, il demande aux citoyens actifs de tenir leurs gouvernements comptables de leurs résultats. Les gouvernements sont d'autant plus honnêtes et les états d'autant plus efficaces lorsque les citoyens sont engagés. Ce rapport peut au moins mesurer en 2009 le chemin parcouru vers des promesses partiellement réalisées. Il peut également préparer le terrain pour une nouvelle série d'engagements plus responsabilisés devant être réalisés d'ici à 2010 comme le préconise ONE. Ces engagements seront le moyen de donner une impulsion à l'élan multilatéral pour le développement jusqu'en 2015. En 2010, les yeux de monde seront fixés sur l'Afrique qui accueillera la coupe du monde de football. Le décor est planté pour une vision africaine, puissante et régénérée, émanant de la passion et des espoirs des citoyens, des entrepreneurs, des écoliers et des journaliers agricoles de l'Afrique. Cette vision doit guider la base naturelle du soutien international de l'Afrique et nous inspirer toujours plus à demander la justice et des opportunités pour les habitants de ce continent dynamique.

Seulement 18 mois nous séparent de 2010, date à laquelle le G8 devrait avoir tenu sa promesse et rempli sa part du marché dans le cadre de son partenariat historique avec l'Afrique, en vue d'aider les citoyens de la région à réaliser les Objectifs du Millénaire pour le Développement.

Le G8 avait promis de soutenir les citoyens africains dans leur lutte contre la pauvreté, contre la faim et les maladies et de les aider à scolariser leurs enfants. Il avait promis de le faire en améliorant la qualité de l'assistance au développement et en doublant sa quantité, en annulant la dette et stimulant les échanges commerciaux et les investissements dans la région. Ce rapport suit les progrès accomplis dans la réalisation des promesses du G8 et des autres donateurs. La partie africaine de ce partenariat est contrôlée par Africa Progress Panel, African Monitor ainsi que par d'autres associations de la société civile.

Alors que la date butoir de 2010 approche à grands pas, il est clair que le respect des engagements du G8 est encore plus impératif qu'en 2005, date à laquelle avaient été pris ces engagements. La crise alimentaire, pétrolière et financière a frappé durement les pays les plus pauvres, et plongé des millions d'autres Africains dans la pauvreté. Ces crises, conjuguées aux effets des changements climatiques risquent d'inverser la tendance des progrès accomplis par l'Afrique ces dernières années.

Le rapport DATA 2009 est le quatrième rapport annuel de ONE analysant, collectivement et individuellement, les progrès accomplis par le G8 dans la réalisation des engagements qu'il avait pris envers l'Afrique au Sommet de Gleneagles en 2005 et par la suite. Le verdict cette année sur le G8 est à la fois une cause de contentement et de consternation.

Collectivement, les pays du G8 risquent de ne pas honorer leurs engagements en Afrique. A la fin de l'année 2008, le groupe dans son ensemble n'avait octroyé qu'un tiers de l'augmentation de l'Aide Publique au Développement (APD) promise d'ici à 2010. Le Forum de Haut Niveau sur l'efficacité de l'aide qui s'est tenu à Accra, a relancé les efforts visant à améliorer la transparence et la qualité d'ensemble de l'APD, mais il reste des progrès substantiels à accomplir avant que les principes de la Déclaration de Paris soient pleinement respectés. Le G8 a pris du retard dans la réalisation des autres promesses, et plus particulièrement celles concernant la réforme du commerce. Les pays du G8 sont en train de réaliser leurs engagements concernant l'annulation des dettes bilatérales et la compensation des acteurs multilatéraux qui les ont annulées, mais le risque d'une nouvelle accumulation de dettes se profile avec la crise financière.

Bien que l'évaluation de la performance collective du G8 brosse un tableau plutôt morose, les progrès accomplis par certains pays donnent des raisons d'être optimistes. Concernant l'engagement en matière d'APD, plusieurs

membres du G8 ont non seulement réalisé les objectifs qu'ils s'étaient fixés, mais les ont même dépassés. D'autres, notamment l'Italie et la France, ont accompli des progrès exceptionnellement médiocres et entachent la crédibilité collective du G8. Ce qui est encore plus important est qu'ils ont failli dans leurs promesses de soutenir financièrement l'Afrique sub-saharienne, pour laquelle d'autres sources de financement ont déjà commencé à se tarir. On observe avec la crise financière un fléchissement des envois de fonds de l'étranger, des investissements étrangers directs et des exportations. Les récentes projections du FMI laissent à penser qu'avec la crise financière mondiale, la croissance économique en Afrique qui devait selon les prévisions atteindre 6.7% en 2009 serait ramené à 1.7% – un taux de croissance négative par personne. Si le G8 ne tient pas les promesses qu'il a faites à l'Afrique concernant l'APD, le commerce et les investissements, il contribuera très probablement à une crise budgétaire et humanitaire sur tout le continent.

L'échec de certains pays du G8 à respecter pleinement leurs engagements est particulièrement troublant. En effet, tout porte à croire que les récentes augmentations de l'assistance au développement ont abouti à des résultats tangibles et mesurables. Les citoyens africains ont utilisé les apports d'APD pour dispenser un traitement à presque 3 millions de personnes atteintes du SIDA, pour réduire les taux de mortalité imputables au paludisme et pour faciliter la scolarisation de 34 millions d'enfants. En 2008, l'expansion des économies de l'Afrique sub-saharienne s'est chiffrée en moyenne à 5,4% ; pour la première fois depuis plus de 45 ans, la croissance sur le continent a dépassé 5% pendant cinq années consécutives.

Avec l'écart qui s'est creusé pour certains pays du G8 entre les promesses et la réalité, il sera difficile pour le groupe de se remettre collectivement sur la bonne voie en vue de respecter ses engagements. Toutefois, il est également difficile d'imaginer un moment qui soit plus important pour le faire.

LES GRANDES CONCLUSIONS

ASSISTANCE AU DÉVELOPPEMENT QUANTITÉ ET QUALITÉ

CERTAINS RESPECTENT LEURS ENGAGEMENTS, D'AUTRES DÉÇOIVENT:

EN 2008, LES PAYS DU G7 AVAIENT
REALISE UN TIERS DE LEURS OBJECTIFS.

EN 2009, ONE ESTIME QU'ILS
EN AURONT REALISE LA MOITIE

EN 2010, ILS DOIVENT
REALISER L'AUTRE MOITIE.

Ce rapport révèle qu'à la fin de l'année 2008, le G7 n'avait respecté qu'un tiers de ses engagements d'augmentations pour 2010: seulement 7 milliards des 21,5 milliards de dollars promis.

La performance collective du G7 n'est pas satisfaisante, mais la faute ne revient qu'à une minorité de pays membres. Plusieurs pays tiennent les engagements qu'ils s'étaient fixés dans le cadre de l'APD, d'autres progressent avec vaillance, tandis que la performance des pays restants est particulièrement insatisfaisante.

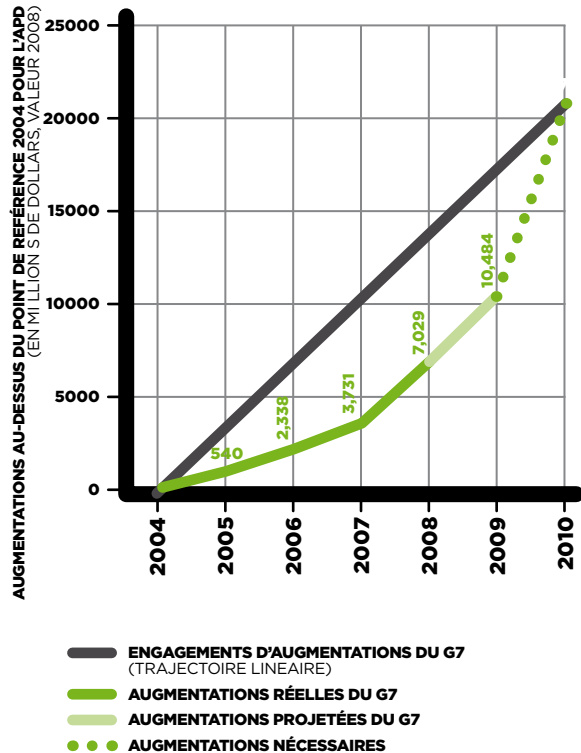
Pour être sur la bonne voie, le G7 doit augmenter son aide de 7,2 milliards \$ en 2009 et en 2010. Selon les estimations de ONE, l'augmentation prévue en 2009 devrait se chiffrer à 3,46 milliards de dollars, soit une somme bien en-deçà des besoins. Selon nos estimations, 80% du déficit du G7 en 2009 sera imputable à deux pays : l'Italie et la France. Avec ce déficit en 2009, environ la moitié (ou 11 milliards de dollars) des augmentations cumulatives promises d'ici à 2010 devra être fournie la dernière année.

Le G7 plus les autres donateurs (à savoir le Comité d'Assistance au Développement de l'OCDE ou CAD) se sont collectivement engagés à augmenter de 28,3 milliards de dollars l'APD à destination de l'Afrique sub-saharienne d'ici à 2010, mais n'ont à ce jour déboursés que 9,4 milliards. Pour tenir leur engagement collectif, le CAD devrait augmenter ses apports d'APD à destination de cette région de 9,5 milliards de dollars en moyenne en 2009 et en 2010.

Au sein du G7, plusieurs pays sont en train de réaliser ou même de dépasser des objectifs modestes, d'autres s'efforcent de respecter des engagements très ambitieux. D'autre part, l'exécution des engagements de la France est décevante et la performance de l'Italie est un échec cuisant.

FIGURE 1

AUGMENTATIONS PROMISES PAR LE G7 À L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE D'ICI 2010



NOTE: AU SOMMET DE GLENEAGLES EN 2005, LA RUSSIE N'AVAIT FAIT AUCUNE PROMESSE EN MATIÈRE D'APD À DESTINATION DE L'AFRIQUE SUB-SAHARIENNE. PAR CONSÉQUENT DANS CE RAPPORT, POUR DÉCRIRE LES PROGRÈS CONCERNANT L'APD LE 'G7' EST UTILISÉ À LA PLACE DU 'G8'. POUR FAIRE RÉFÉRENCE AUX ENGAGEMENTS DU GROUPE OU À D'AUTRES INTERVENTIONS SANS RAPPORT AVEC L'APD, LE 'G8' EST UTILISÉ.

DES OBJECTIFS MODESTES ATTEINTS OU DEPASSES

LES ÉTATS-UNIS, LE JAPON ET LE CANADA ONT SURPASSÉ OU SURPASSERONT LEURS ENGAGEMENTS

En 2008, le Canada et le Japon ont surpassé les engagements relativement modestes qu'ils avaient pris. Selon les estimations de ONE, les États-Unis respecteront probablement leurs engagements en 2009, un an avant la date butoir. Bien que ces trois donateurs aient pris des engagements relativement moins ambitieux, ils représentent (avec l'Allemagne) la force motrice de l'augmentation collective du G7 cette année et ils devraient être applaudis pour avoir tenu leurs engagements. Ces trois donateurs peuvent maintenant capitaliser sur ces progrès en se fixant des objectifs plus ambitieux pour 2015.

S'EFFORCENT DE TENIR DES ENGAGEMENTS TRÈS AMBITIEUX

L'ALLEMAGNE ET LE ROYAUME-UNI AUGMENTERONT SIGNIFICATIVEMENT LEUR APD POUR L'AFRIQUE D'ICI À 2010

Bien que le rapport de cette année juge que l'Allemagne et le Royaume-Uni ont dévié de leurs engagements en matière d'APD à destination de l'Afrique sub-saharienne, ces deux pays ont en fait accompli des progrès importants dans le respect de leurs engagements, qui étaient beaucoup plus ambitieux que ceux des États-Unis, du Canada ou du Japon. L'Allemagne a augmenté sensiblement son APD à la région au cours des trois dernières années. Ces augmentations n'ont pas été suffisantes pour l'empêcher de dévier de ses engagements, mais ses efforts doivent être applaudis car les engagements de l'Allemagne étaient ambitieux et tout porte à croire qu'elle continuera sur cette trajectoire malgré la crise financière.

Le récent budget du Royaume-Uni s'engageait à une augmentation historique de l'APD globale, mettant le Royaume-Uni sur la voie de devenir le premier pays du G8 à atteindre l'objectif de Nations Unies de porter l'APD à 0,7% de son RNB.¹ Malgré la faible progression des augmentations d'APD à destination de l'Afrique sub-saharienne en 2008, le financement anticipé pour la région est conséquent et ONE estime que le Royaume-Uni respectera son engagement de Gleneagles envers l'Afrique.

EXECUTION DECEVANTE PAR RAPPORT AUX ENGAGEMENTS

MALGRÉ DES AUGMENTATIONS GLOBALES DES APPORTS D'APD, LA FRANCE NE RESPECTE PAS LES ENGAGEMENTS AMBITIEUX QU'ELLE S'ÉTAIT FIXÉS POUR L'AFRIQUE

Entre 2007 et 2008, la France a augmenté ses apports d'APD globale mais ceux à destination de l'Afrique sub-saharienne ont décliné; ils n'ont augmenté que légèrement depuis 2004. Avec des progrès aussi lents, il faudra en 2009 de fortes augmentations pour se maintenir sur la bonne voie. Le Président Sarkozy a déjà revu à la baisse l'engagement initial de la France en reportant l'objectif de porter l'APD à 0,7% du RNB à 2015, et non plus en 2012, et a maintenant procédé à des coupes budgétaires supplémentaires de l'APD destinée à l'Afrique sub-saharienne pour 2009. En 2008 l'Allemagne est devenue un donateur plus important que la France en Afrique sub-saharienne. L'échec de la France à exécuter ses engagements freine la performance collective du G7.

ECHEC CUISANT PAR RAPPORT AUX ENGAGEMENTS

LA PERFORMANCE DE L'ITALIE, QUI PRÉSIDENTERA LE G8 EN 2009 EST PARTICULIÈREMENT INSATISFAISANTE ET ELLE CONNAÎT ACTUELLEMENT UNE CRISE DE CRÉDIBILITÉ DANS SES RAPPORTS AVEC L'AFRIQUE

En 2005 l'Italie avait fait une promesse très ambitieuse à l'Afrique sub-saharienne mais elle a depuis revu à la baisse son assistance au développement dans la région. L'Italie a actuellement prévu en 2009 de procéder à des coupes supplémentaires dans son budget d'assistance au développement. Cette décision doit être inversée immédiatement et les autres augmentations promises doivent être inscrites au budget si l'Italie veut sauver la face sur la scène internationale. L'Italie, qui accueillera le Sommet du G8 cette année, a déclaré qu'elle donnerait à l'Afrique la première place dans son ordre du jour. Basé sur sa performance concernant le respect de ses engagements de Gleneagles, elle n'a aucune crédibilité pour organiser des pourparlers d'une telle importance à l'échelle mondiale. L'Italie doit faire de toute urgence marche arrière si elle veut éviter de se trouver dans une situation embarrassante au prochain Sommet du G8.

ACCRA ACCÉLÈRE L'ACTION SUR L'EFFICACITÉ DE L'AIDE

Les progrès dans l'application des principes de la Déclaration de Paris, initialement agréés en 2005, ont fait l'objet d'un bilan en septembre 2008 lors du troisième Forum de Haut Niveau sur l'efficacité de l'aide qui s'est tenu à Accra. Le Royaume-Uni continue à se détacher parmi les donateurs et à faire figure de leader pour le déboursement de l'APD, conformément aux principes de la Déclaration de Paris. Notamment cette année, le Canada a pris une décision dont il faut se réjouir, à savoir de délier toute son assistance au développement d'ici à l'année budgétaire 2012/13. À la suite du Forum d'Accra, l'impératif de transparence pour les donateurs et les bénéficiaires des apports d'APD a resurgi. Deux nouvelles initiatives, l'Initiative International Aid Transparency et Publish What You Fund, ont été formées par les donateurs et la société civile pour promouvoir une plus grande transparence. Selon tous les indicateurs de l'efficacité de l'APD, on constate des avancées significatives dans certains cas, en particulier dans les pays bénéficiaires, mais les progrès accomplis ne sont pas suffisants pour être sur la voie de la tenue des engagements pour 2010.

DE QUOI A-T-ON BESOIN POUR ÊTRE SUR LA BONNE VOIE

Selon les estimations de ONE, les apports d'APD du G7 en 2009 pour l'Afrique sub-saharienne augmenteront de 3,46 milliards de dollars. Pour que les pays du G8 se trouvent collectivement en bonne voie d'atteindre leur objectif, ils devraient augmenter en moyenne de 7,2 milliards de dollars leur APD vers la région en 2009 et en 2010. L'Italie et la France menacent d'empêcher le G8 de respecter collectivement ses engagements envers l'Afrique. Toutefois, grâce à plusieurs pays qui tiennent, voire surpassent leurs engagements, il est clair que les promesses prises à Gleneagles peuvent être tenues si la volonté politique existe. Les citoyens, partout dans le monde, devraient continuer à préconiser que le G8 tienne ses promesses de Gleneagles, en s'adressant plus particulièrement aux lambins, la France et l'Italie. Les dirigeants du G8 doivent également reconnaître qu'ils ont pris un engagement collectif et qu'il leur revient de faire pression sur leurs collègues en France et en Italie pour les amener à afficher des résultats.

UNE AIDE INTELLIGENTE ABOUTISSANT À DES RÉSULTATS QUI SAUVENT DES VIES

Les pays africains avec des gouvernements forts et efficaces à leur tête et les agences se sont servis d'une aide ciblée et intelligente² et des ressources nationales pour améliorer la santé et l'éducation, avec des résultats qui sauvent des vies:

- Le nombre de personnes recevant une thérapie antirétrovirale (ARV) est passé à l'échelle mondiale de 50 000 en 2002 à environ 4 millions fin 2008.³ ONE estime que 3 millions de personnes en Afrique suivent ce traitement.
- OAu nombre des 647 millions de personnes exposées au risque de paludisme en Afrique, le pourcentage de personnes utilisant des moustiquaires imprégnées d'insecticide est passé de 3% en 2001 à 39% en 2007.
- L'annulation ciblée de la dette, l'assistance au développement, les ressources nationales et le leadership politique ont permis d'inscrire 34 millions d'enfants à l'école primaire entre 1999 et 2006.
- Globalement, la mortalité parmi les enfants de moins de cinq ans est passée de 12,7 millions en 1990 à 9,2 millions en 2007. Les réductions observées au Malawi, au Mozambique, au Niger, en Éthiopie et en Érythrée ont contribué à ce déclin.

LE G8 NE FAIT PAS EN SORTE QUE « LE COMMERCE BÉNÉFICIE À L'AFRIQUE »

Le G8 s'était engagé à «ce que le commerce bénéficie à l'Afrique », mais il n'a presque rien fait pour faciliter les échanges commerciaux entre le continent et le reste du monde.

La plupart des pays africains n'ont pas pu tirer parti des bénéfices de la mondialisation. Malgré une augmentation considérable des exportations ces dernières années, la part africaine du commerce mondial s'élevait à 3,5% en 2008, soit la plus petite comparée à toutes les autres régions du monde.⁴

Une modeste augmentation de cette part du commerce suffirait à se traduire par des revenus importants pour l'Afrique. En 2007, 1% du commerce mondial équivalait à 119 milliards de dollars,⁵ soit plus de trois fois le montant de l'assistance au développement à destination de l'Afrique sub-saharienne en 2007.

Pour que le commerce bénéficie à l'Afrique, il faudrait qu'un accès accru aux marchés des pays développés aille de pair avec une « aide au commerce » pour stimuler la production et les exportations, une réduction des subventions agricoles dans les pays riches qui leur donnent un avantage concurrentiel et la flexibilité qui permet aux gouvernements de développer et de mettre en œuvre des politiques commerciales rehaussant les stratégies d'allègement de la pauvreté. La magnitude des subventions agricoles provenant des pays du G8 et l'échec des négociations commerciales de Doha continuent de tourner en dérision la promesse du G8 selon laquelle le commerce devrait bénéficier à l'Afrique. Alors que le monde s'emploie à rééquilibrer et reconstruire le système financier mondial, il s'agit d'établir les conditions pour empêcher que le milliard de personnes vivant en Afrique soit exclu de la nouvelle économie mondiale.

RESPECTER LES ENGAGEMENTS CONCERNANT L'ANNULATION DE LA DETTE, MAIS EN CONCOCTANT POTENTIELLEMENT DE NOUVELLES CRISES D'ENDETTEMENT

En réponse au fardeau écrasant de l'endettement qui entrave la capacité d'investissement des pays pauvres dans leur développement, les créateurs ont lancé deux cycles d'annulation des dettes pour les pays dont le fardeau d'endettement avait été jugé le plus insoutenable. Malgré les bénéfices multiples et significatifs associés à ces cycles bilatéraux et multilatéraux d'annulation des dettes, l'insuffisance de l'assistance au développement pousse les pays à emprunter, souvent pour des investissements sociaux, créant ainsi les conditions propices à l'apparition de nouvelles crises d'endettement dans un avenir proche. Parmi les 20 pays africains ayant atteint le « point d'achèvement » du processus d'annulation de leurs dettes, 11 sont maintenant exposés à un risque modéré ou élevé de détresse de la dette à cause d'une nouvelle accumulation de leurs dettes.⁶ Selon l'évolution de la crise financière mondiale en Afrique, ce chiffre est susceptible d'augmenter. On devrait empêcher ce processus en augmentant la part d'assistance au développement octroyée sous forme de subventions plutôt que de prêts ; en créant un cadre de normes juridiques pour que toute nouvelle dette serve à financer des investissements productifs sur le plan économique ; et en établissant un processus équitable et transparent pour le traitement méthodique des dettes et en analysant l'origine éventuellement odieuse de ces dettes.

2010 : LE MOMENT DE RENOUVELER CET ÉLAN VISANT À RÉALISER LES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT

En 2010, les promesses faites à Gleneagles deviendront exigibles. Si les tendances actuelles se poursuivent, le G8 n'aura pas pleinement respecté ses engagements, tandis que les besoins en Afrique auront été exacerbés sur le court terme par les retombées de la crise économique mondiale. Le prochain partenariat entre l'Afrique, le G8 et les puissances émergentes ne devrait pas se borner à présenter les mêmes engagements non tenus de Gleneagles sous un nouvel emballage tout en repoussant la date butoir. À la place, il devrait célébrer et accélérer les réussites tout en tirant un enseignement appliqué des échecs. Un partenariat revigoré devrait remettre en question les anciennes suppositions. Les partenaires des puissances émergentes doivent être davantage sollicités pour participer à cette conversation, sans pour cela autoriser les anciens partenaires à se dégager de leurs obligations. Par-dessus tout, les dirigeants politiques, du secteur privé et de la société civile en Afrique doivent être autorisés à tirer leur propre développement, tout comme les médias indépendants en Afrique. Les nations africaines doivent être reconnues comme des partenaires vitaux dans l'effort de relance de la croissance économique, de la lutte contre les changements climatiques et de l'instauration de la stabilité à l'échelle mondiale.

FIGURE 2

APD POUR L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE (ASS)

(TOUS LES CHIFFRES SONT HORS REMISE DE DETTES BILATÉRALES, EN USD 2008)

	% D'AUGMENTATIONS PROMISES À L'ASS RÉALISÉES JUSQU'ICI	2008 ODA À L'ASS**	APD À L'ASS 2008	ESTIMATIONS DES AUGMENTATIONS PRÉVUES POUR L'APD À L'ASS EN 2009	ESTIMATIONS DES AUGMENTATIONS D'APD EN 2009 NÉCESSAIRES POUR ÊTRE EN BONNE VOIE D'ATTEINDRE L'OBJECTIF 2010 ⁷	OBJECTIF D'APD À L'ASS EN 2010
CANADA	206%	1,113	1,911	-308	–	1,500
FRANCE	7%	3,192	3,542	597	2,428	8,398
ALLEMAGNE	31%	2,712	3,897	711	1,316	6,529
ITALIE	3%	1,457	1,571	-362	1,759	5,089
JAPON*	150%	1,589	2,613	309	–	2,350
ROYAUME-UNI	28%	2,862	4,023	1,259	1,691	7,088
ÉTATS-UNIS	70%	5,351	7,750	1,250	525	8,800
G7 TOTAL	33%	18,277	25,306	3,455	7,046	39,754
TOTAL CAD NON G7	34%	9,147	11,496	–	2,262	16,019
TOTAL C'EST-À-DIRE	33%	27,424	36,802	–	9,308	55,773

FIGURE 2 SUITE

APD GLOBALE (TOUS LES CHIFFRES SONT HORS REMISE DE DETTES BILATÉRALES)

	APD GLOBALE 2008 (APD/RBN)	APD GLOBALE 2008	APD GLOBALE 2004	CHANGEMENT DANS L'APD GLOBALE 2004-2008	POURCENTAGE DES AUGMENTATIONS D'APD GLOBALE 2004-2008
CANADA	0.31%	4,592	3,460	1,132	33%
FRANCE	0.36%	10,058	8,416	1,642	20%
ALLEMAGNE	0.31%	11,312	8,476	2,836	33%
ITALIE	0.18%	3,934	3,020	913	30%
JAPON*	0.15%	7,789	8,711	-922	-11%
ROYAUME-UNI	0.41%	10,754	7,874	2,880	37%
ÉTATS-UNIS	0.18%	25,776	21,822	3,954	18%
G7 TOTAL	0.23%	74,215	61,779	12,436	20%
TOTAL CAD NON G7	0.51%	37,236	26,276	10,960	42%
TOTAL C'EST-À-DIRE	0.28%	111,451	88,055	23,396	27%

* L'ENGAGEMENT DU JAPON POUR L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE CONCERNAIT SEULEMENT L'APD BILATÉRALE, AUSSI AFIN DE FAIRE LE SUIVI DES POURCENTAGES D'AUGMENTATIONS PROMISES À LA RÉGION, ON A SEULEMENT CONSIDÉRÉ L'APD BILATÉRALE. POUR GÉNÉRER UN OBJECTIF EN 2010, ON SUPPOSE UNE APD MULTILATÉRALE EN PLATEAU POUR 2009 ET 2010.

** PARCE QUE LES CONTRIBUTIONS MULTILATÉRALES SONT SOUVENT DÉBOURSÉES EN PEU DE FOIS AVEC DES VERSEMENTS UNIQUES, ON CONSIDÈRE PLUS ÉQUITABLE DE LISSER 2004 ET 2005 AFIN D'ÉTABLIR UNE LIGNE DE RÉFÉRENCE POUR MESURER LES PROGRÈS

FIGURE 3

APD G7 2008 (TOUS LES CHIFFRES SONT HORS REMISE DE DETTES BILATERALES)

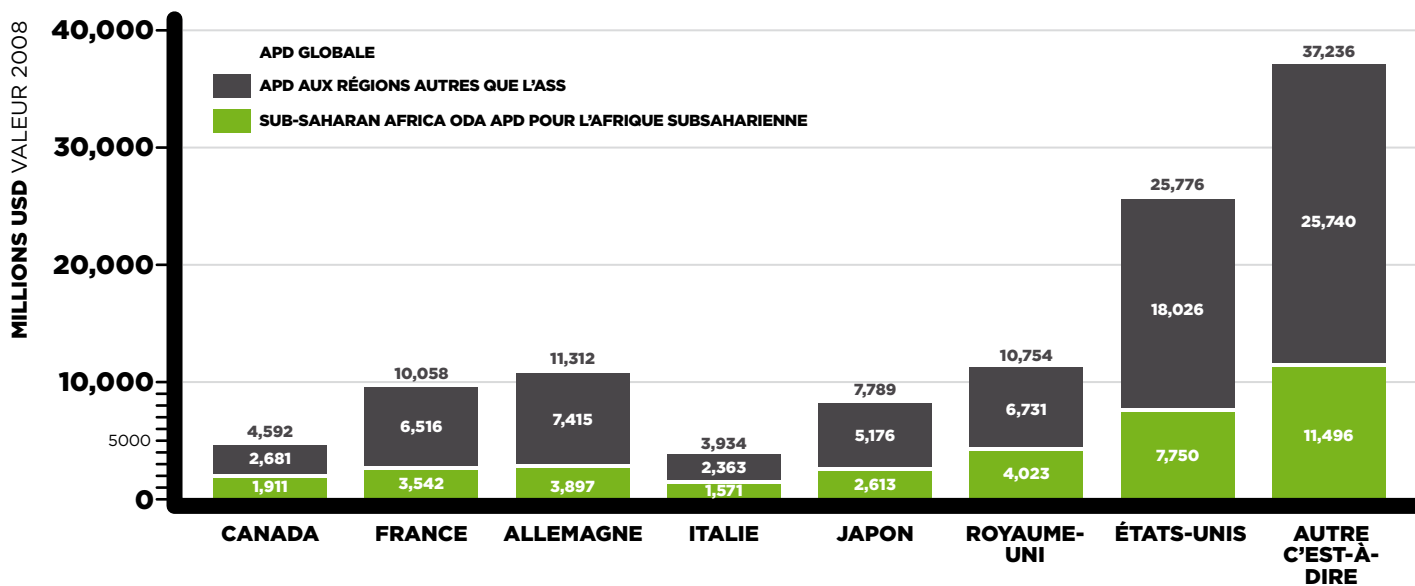
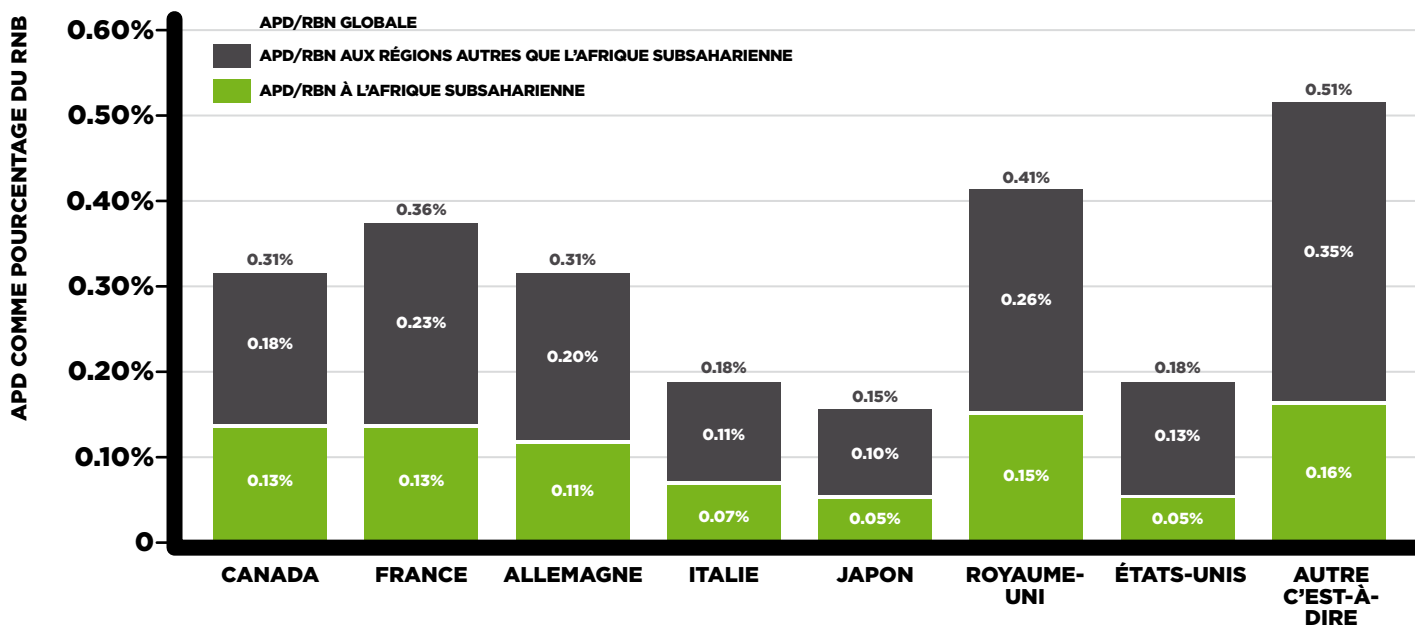


FIGURE 4

APD/RBN G7 2008 (TOUS LES CHIFFRES SONT HORS REMISE DE DETTES BILATERALES)



ÉVALUATIONS GLOBALES DES PAYS DU G7

CANADA

Une augmentation considérable des apports d'APD à destination de l'Afrique sub-saharienne entre 2007 et 2008 a permis au Canada de surpasser son modeste engagement de Gleneagles et de doubler son assistance au développement dans la région d'ici à la fin de l'année budgétaire 2008-09. Le Canada devrait capitaliser sur ces progrès en prenant un nouvel engagement plus ambitieux vis-à-vis de la région.

Ce pays reste un adepte convaincu de l'éducation primaire en Afrique sub-saharienne et est également devenu un chef de file pour l'amélioration de la qualité de l'APD en s'engageant à délier son assistance au développement d'ici à 2012-1.⁸ Toutefois à l'instar des autres pays du G8, le Canada n'accomplit pas de réels progrès pour que « le commerce bénéficie à l'Afrique », surtout dans le domaine de l'aide au commerce.

ALLEMAGNE

Malgré d'importantes et de louables augmentations de son assistance au développement à destination de l'Afrique sub-saharienne en 2007 et 2008, l'Allemagne n'est toujours pas en bonne voie d'atteindre son objectif de 2010. L'Allemagne a budgétisé d'autres fortes augmentations en 2009. L'objectif de 2010 n'est pas hors de sa portée à condition qu'elle procède à une forte progression des augmentations au cours du dernier cycle budgétaire.

Au sein du G7, la performance de l'Allemagne en matière d'efficacité de l'assistance au développement est moyenne. Elle a plus déboursé dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement en Afrique sub-saharienne que tout autre pays du G8 et occupe clairement la place de chef de file dans ce secteur. Elle continue également à jouer un rôle de leader pour la mobilisation de fonds par des mécanismes de financement innovateurs, notamment en étant le premier pays du G8 à financer le développement grâce au produit des ventes de certificats d'émissions de CO2. Toutefois l'Allemagne, à l'instar des autres membres de l'UE, n'a réalisé aucune réforme favorable au développement.

FRANCE

Malgré une augmentation de son APD globale en 2008, l'APD de la France à destination de l'Afrique sub-saharienne a accusé un fléchissement entre 2007 et 2008. Pour la première fois, l'Allemagne a maintenant dépassé la France comme pourvoyeur d'aide au développement à destination de l'Afrique sub-saharienne. La France a dévié des engagements qu'elle avait pris pour 2010, et avec la baisse de son aide au développement, il lui faudra augmenter encore plus significativement son APD à destination de cette région au cours des deux prochaines années pour être en bonne voie pour 2010. Malheureusement, le budget français montre que le niveau global d'APD n'accusera qu'une légère hausse au cours des deux prochaines années : les chiffres provisionnels des augmentations d'APD à destination de l'Afrique sub-saharienne en 2009 seront uniquement suffisants pour compenser les réductions appliquées en 2008. Les niveaux budgétaires de la France et ses priorités de dépenses devront radicalement changer pour que les engagements de Gleneagles et les objectifs de l'UE soient réalisés.

La France a joué un rôle de leader parmi les pays du G8 pour le financement du Fonds Mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme. Elle trouvera certainement difficile par la suite de respecter ses engagements sectoriels compte-tenu des récentes coupes budgétaires survenues dans son assistance au développement.

ITALIE

L'Italie, qui assurera la présidence du G8 en 2009, a seulement légèrement augmenté ses apports d'APD à destination de l'Afrique sub-saharienne et globalement entre 2007 et 2008. Elle a considérablement dévié de ses engagements. En outre, l'Italie a prévu des coupes dévastatrices dans son programme d'assistance bilatérale au développement en 2009.

Si l'Italie veut prétendre à jouer un rôle de leader à l'occasion du Sommet du G8, elle doit abandonner cette avenue désastreuse et faire marche arrière en augmentant radicalement ses apports d'APD, en particulier à destination de l'Afrique sub-saharienne.

JAPON

Les apports d'APD du Japon, à l'échelle mondiale et à destination de l'Afrique sub-saharienne, ont significativement augmenté en 2008, et cela pour la première fois depuis 2005. Dans le courant de l'année, le Japon a fait une nouvelle promesse, toutefois peu ambitieuse, de doubler les apports d'APD bilatéraux destinés à l'Afrique d'ici à 2012. Il est en bonne voie de tenir cet engagement car il a déjà réalisé un objectif intérimaire dans le cadre du même engagement pour 2010. Malgré l'augmentation considérable enregistrée cette année, l'engagement initial du Japon et son engagement en termes de rapport APD/RNB en 2008 étaient parmi les plus faibles au sein du G8.

En mai 2008, le Japon a pris plusieurs nouveaux engagements sectoriels vis-à-vis de l'Afrique, notamment de doubler la production de riz sur le continent en l'espace de dix ans et de former 100 000 travailleurs de santé, mais il n'y avait aucun engagement monétaire indiquant quelles seraient les modalités de financement de ces engagements. Bien que le Japon ait récemment augmenté son engagement à financer le Fonds Mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme, ses promesses de 2008 à 2010 sont modestes. Concernant le commerce, il n'a presque pas cherché à intégrer sa politique commerciale au développement en vue de créer des opportunités pour les pays africains.

ROYAUME-UNI

Le Royaume-Uni a réalisé son engagement pour 2007/08 de doubler ses apports d'APD bilatéraux à destination de l'Afrique sub-saharienne. Le récent budget du Royaume-Uni s'engageait également à une augmentation historique de l'APD global, plaçant le Royaume-Uni en position de devenir un des premiers pays du G8 à atteindre l'objectif préconisé par les Nations Unies d'une APD de 0,7% de son RNB. Le financement prévu pour l'Afrique sub-saharienne est également conséquent, et le Royaume-Uni est en bonne voie de respecter son engagement de Gleneagles dans la région. Toutefois, malgré une considérable augmentation des apports d'APD globaux en 2008, l'APD à destination de l'Afrique sub-saharienne a à peine augmenté.

Le Royaume-Uni reste clairement le leader dans les domaines de l'efficacité de l'APD et de l'éducation. Pendant la crise financière actuelle, il a continué à appeler au sein de l'Europe à une réforme commerciale favorable au développement bien que l'UE n'ait pas réalisé de réforme dans ce domaine. Le Royaume-Uni a aussi joué un rôle décisif pour s'assurer que le G20 mette l'accent sur l'Afrique et les pays les plus pauvres afin de répondre à la crise financière mondiale.

ÉTATS-UNIS

L'APD des États-Unis à destination de l'Afrique sub-saharienne a augmenté de 26% en 2008, un montant considérable qui a distancé la croissance de 16% de l'APD globale. Les États-Unis sont maintenant résolument en voie de réaliser et de dépasser leur objectif pour 2010, peut-être avec une année d'avance sur la date prévue. Tandis que les augmentations de l'APD en 2009 destinées à l'Afrique sub-saharienne n'atteindront pas le niveau enregistré en 2008, les chiffres prévisionnels des déboursements d'APD restent robustes, avec de solides augmentations escomptées pour les programmes de santé, pour les pays du Millennium Challenge Corporation et pour l'APD acheminée par des voies multilatérales.

Les États-Unis restent un leader évident des programmes de lutte contre le paludisme et le SIDA, sans compter la progression significative de l'APD qui a été observée dans le secteur agricole au cours des trois dernières années. Les récentes appropriations et budgets proposés pour les autres secteurs de développement sont prometteurs et pourraient résulter en des déboursements plus élevés d'APD à l'avenir. Toutefois, les États-Unis restent en-dessous de leurs objectifs dans certains secteurs, surtout ceux de l'éducation et de l'eau, ils figurent au sixième rang parmi les pays du G7 sur le plan de l'efficacité de l'APD.

Le Président Obama s'est engagé à doubler l'assistance étrangère d'ici à 2015. ONE attend avec impatience de savoir quelle part de cette aide sera destinée à l'Afrique sub-saharienne.

SYNTHÈSE DES PROGRÈS PAR SECTEUR

SANTÉ

En 2005, les pays du G8 s'étaient engagés pour aider les pays africains à atteindre les OMD en allégeant le fardeau du VIH/SIDA, du paludisme, de la tuberculose et de la polio et en améliorant l'accès aux soins élémentaires dans les pays africains. Lors des Sommets suivants du G8, d'autres engagements ont été pris qui renforçaient ceux qui portaient sur des maladies spécifiques, et qui soutenaient le renforcement des systèmes sanitaires, la formation et la rétention des travailleurs de santé et le contrôle ou l'éradication des maladies tropicales négligées.

- C'est peut-être dans ce secteur parmi ceux où se sont concentrés les investissements qu'on enregistre des résultats. Les nouvelles infections au VIH sont en baisse, et un plus grand nombre de personnes vivant avec le VIH reçoivent un traitement et des soins. Parallèlement, on enregistre une baisse des nouveaux cas de tuberculose, une réduction des taux de mortalité dus au paludisme dans les pays ciblés et un déclin de la mortalité infantile.⁹ La polio reste endémique dans un seul pays d'Afrique, et avec les récents apports de ressources la variole pourrait être inscrite sur la liste des maladies éradiquées.¹⁰
- Cependant, l'Afrique comme région est loin d'être en voie de réaliser les OMD dans le secteur de la santé, surtout celui visant à réduire respectivement de deux-tiers les taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans d'ici à 2015 et de trois-quarts le taux de mortalité maternelle d'ici 2015. L'espérance de vie s'entête à rester basse, et plus généralement, les indicateurs de santé en Afrique restent parmi les plus mauvais dans le monde.
- La réalisation des engagements du G7 dans le secteur de la santé permettrait d'améliorer l'espérance de vie et la qualité des conditions de vie sur tout le continent. Des investissements accrus dans la formation des travailleurs de santé et pour le développement d'un système sanitaire devraient venir s'ajouter au succès des programmes déjà efficaces comme le Fonds Mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme et le Plan d'aide d'urgence à la lutte contre le SIDA du Président des États-Unis (PEPFAR).

ÉDUCATION

Au Sommet de Gleneagles en 2005, le G8 réitérait son engagement à soutenir les efforts africains afin que tous les enfants puissent effectuer un cycle complet d'enseignement primaire d'ici à 2015 (également connu sous le nom d'éducation primaire universelle). Les membres du G8 avaient également promis de revigorer les efforts africains visant à réaliser cet objectif, en particulier par le biais de l'initiative Fast Track de l'Education pour Tous (FTI).

- Les économies réalisées grâce à l'allègement de la dette, l'augmentation accrue de l'assistance au développement pour l'éducation et la hiérarchisation des gouvernements nationaux ont aidé à supprimer les frais scolaires et les autres obstacles qui se dressaient devant la scolarisation des enfants dans de nombreux pays africains.
- Ceci a eu pour résultat l'inscription de 34 millions d'enfants dans les écoles primaires entre 1999 et 2006.
- Malgré ces progrès, le pacte mondial sur l'éducation doit recevoir un nouvel élan si le monde veut réaliser en 2015 l'objectif de l'éducation pour tous. L'APD du G7 destinée à l'éducation en Afrique sub-saharienne a en réalité chuté d'un tiers entre 2006 et 2007.
- Malgré des progrès sensibles réalisés pour coordonner l'appui des donateurs pour les plans nationaux d'éducation, le FTI souffre d'un déficit chronique de fonds et d'un mandat limité depuis son adoption. Le FTI a entrepris de nombreuses réformes qui sont nécessaires pour élargir sa portée et sa capacité. Toutefois, il conviendrait de continuer à renforcer et réformer le FTI pour garantir une amélioration qualitative et quantitative des apports de ressources pour les plans appropriés par les pays.

AGRICULTURE

Chaque communiqué qu'a fait paraître le G8 entre 2005 et 2008 faisait référence à l'importance d'un soutien pour l'agriculture mais présentait des lacunes quant aux engagements à entreprendre pour augmenter la productivité agricole. L'augmentation des prix sur les produits alimentaires a placé les problèmes agricoles au premier plan du débat qui a précédé le Sommet d'Hokkaido en 2008. Le G8 a réitéré pendant ce sommet ses engagements s'élevant à 10 milliards de dollars que les pays avaient pris individuellement depuis janvier 2008 pour remédier à la crise alimentaire en fournissant ... « une aide alimentaire, des interventions dans le domaine de la nutrition, des actions de protection sociale et des mesures destinées à accroître la production agricole dans les pays touchés ».

- Bien que le G8 ait également déclaré son soutien pour des stratégies à plus long terme visant à revivifier le secteur agricole en Afrique (entre autre pour inverser le déclin du financement dans ce secteur), cet engagement n'a pas été suivi par une implication spécifique et ambitieuse sous forme de soutien financier.
- Le G8 a inversé le déclin des apports d'APD dans le secteur de l'agriculture mais cette APD reste modeste par rapport aux autres secteurs et largement insuffisante pour contribuer véritablement à une amélioration à long terme de la production agricole.
- Le G8 doit désormais offrir un meilleur financement et un cadre politique plus cohérent pour soutenir les investissements dans le développement agricole, notamment en soutenant le Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique (CAADP), l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), et les organisations pour l'alimentation et l'agriculture basées à Rome.

EAU ET ASSAINISSEMENT

Au Sommet du G8 à Évian en 2003, le G8 s'est engagé vis-à-vis d'un plan d'action sur l'eau qui devait « accorder une importance prioritaire, dans l'affectation de l'aide publique au développement, aux propositions de qualité des pays en développement partenaires en matière d'eau et d'assainissement ». Ce plan a été évoqué à nouveau aux deux Sommets du G8 en 2005 et en 2008. Malgré cet intérêt, le G8 n'a pas fixé d'objectifs quantitatifs dans ce secteur. Les améliorations de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement servent de catalyseurs à la réalisation de progrès dans presque tous les autres domaines de développement, établissant les fondations d'une bonne productivité sur le plan de la santé, de l'éducation et de l'économie.

- En réalité, à l'échelle mondiale, 4 100 enfants meurent chaque jour de maladies diarrhéiques, qui se propagent faute d'eau potable, d'assainissement et d'hygiène.
- Malgré l'importance critique de ce secteur, les progrès dans la réalisation d'un accès accru à l'eau potable et l'assainissement ont été lents, en particulier en Afrique sub-saharienne et les investissements dans ce secteur par le G7 ont progressé faiblement depuis 2004.
- On enregistre de grandes disparités d'accès à l'eau et à l'assainissement en Afrique sub-saharienne entre les habitants des milieux urbains et ruraux: L'accès à un assainissement amélioré se chiffre à 42% dans les zones urbaines comparé à simplement 24% en milieu rural. La couverture de l'approvisionnement en eau se chiffre à 81% dans les zones urbaines, comparé à seulement 46% en milieu rural.

FRANCE



% RÉALISÉ À CE JOUR DES AUGMENTATIONS PROMISES POUR 2010

7%

OBJECTIF POUR 2010:

€5,822 MILLIARDS (\$8,398 milliards)

APD EN 2008 POUR L'ASS:

€2,456 MILLIARDS (\$3,542 milliards)

AUGMENTATION 2007-08:

-€423 MILLIARDS (-\$610 millions)

REFERENCE 2004:

€2,213 MILLIARDS (\$3,192 milliards)

AUGMENTATION NÉCESSAIRE 2008-09:

€1,683 MILLIARDS (\$2,428 milliards)

AUGMENTATION ESTIMÉE 2008-09:

€414 MILLIARDS (\$597 millions)

APD GLOBALE:

€6,973 MILLIARDS (\$10,058 milliards)
(0,36% APD/RNB GLOBALE)

QUEL EST L'ENGAGEMENT D'ASSISTANCE AU DÉVELOPPEMENT?

Au sommet de Gleneagles, la France s'était engagée à porter son APD à au moins 0,51% de son RNB d'ici 2010, et à 0,7% d'ici 2012 (une date butoir qui a été repoussée ultérieurement à 2015).¹ Cet engagement avait été fait dans le contexte de celui de l'assistance pour le développement de l'UE en 2005. L'engagement de l'UE stipulait que 50% des augmentations d'APD globale seraient à destination de l'Afrique subsaharienne, mais la France s'était engagée à déboursier 66% de tous ses apports d'APD bilatérale dans la région ainsi que 50% de son assistance multilatérale.

Afin de respecter son engagement de Gleneagles, la France devrait porter son APD à destination de l'Afrique subsaharienne de 2,213 milliards d'euros (3,192 milliards USD) en 2004 à 5,822 milliards d'euros (8,398 milliards USD) en 2010. Comme pourcentage du RNB, c'est le plus large engagement parmi les pays du G7 (0,31%), et le second sur le plan des volumes après les États-Unis.

DECLARATION DU CHEF DE L'ETAT

« L'Europe sera au rendez-vous du 0,7% en 2015. C'est un choix politique majeur, c'est un choix politique unanime et je demande aux pays qui sont ici et qui ne participent pas au continent européen de considérer qu'avec les difficultés sociales, économiques, financières, politiques qui sont les nôtres, ce choix est un choix fondateur. »

NICOLAS SARKOZY NOVEMBRE 2008

DISCOURS PRONONCÉ EN TANT QUE PRÉSIDENT DE L'UE À LA CONFÉRENCE DE DOHA SUR LE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

ÉVALUATION GLOBALE

Malgré une augmentation de ses apports d'APD globale en 2008, l'APD de la France destinée à l'Afrique subsaharienne a accusé un fléchissement entre 2007 et 2008. Pour la première fois, l'Allemagne a maintenant dépassé la France comme pourvoyeur d'aide au développement à l'Afrique subsaharienne. La France a dévié de ses engagements de 2010, et cette réduction de son assistance nécessitera encore de plus fortes augmentations à destination de cette région au cours des deux prochaines années pour qu'elle puisse tenir ses engagements en 2010. Malheureusement, le budget français montre que le niveau d'APD globale n'augmentera que légèrement au cours des deux prochaines années, et les chiffres provisionnels des augmentations d'APD pour l'Afrique subsaharienne en 2009 seront uniquement suffisants pour compenser les réductions effectuées en 2008. Il faudra apporter des changements radicaux aux niveaux budgétaires de la France et à ses priorités de dépenses pour que les engagements de Gleneagles et les objectifs de l'UE soient réalisés.

La France a joué un rôle de leader parmi les pays du G8 pour le financement du Fonds Mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme. Elle trouvera certainement difficile par la suite de respecter ses engagements sectoriels compte-tenu des récentes coupes budgétaires survenues dans son assistance au développement.

LA FRANCE EST-ELLE EN BONNE VOIE DE RÉALISER SES PROPRES ENGAGEMENTS D'ASSISTANCE AU DÉVELOPPEMENT POUR L'AFRIQUE SUB-SAHARIENNE ?

La France a dévié de son engagement vis-à-vis de l'Afrique sub-saharienne et s'en est encore éloignée cette année. En 2008, son APD pour la région, hors remise des dettes bilatérales, a en fait chuté de 423 millions d'euros (610 millions USD). Ses déboursements bilatéraux ont chuté de 535 millions d'euros (771 millions USD) comparé aux niveaux de 2007, bien que cette chute ait été légèrement compensée par une modeste augmentation de 112 millions d'euros (162 millions USD) de ses dépenses multilatérales. Pour suivre une trajectoire linéaire lui permettant d'atteindre son objectif en 2010, la France aurait dû augmenter de 981 millions d'euros (\$1,415 milliards USD) l'APD destinée à l'Afrique sub-saharienne.

Au cours des quatre dernières années qui se sont écoulées depuis les engagements de Gleneagles, et en utilisant un point de référence en 2004, l'augmentation totale de la France se chiffre à 243 millions d'euros (\$351 millions USD). Dans ce chiffre, l'APD bilatérale, hors remise de dettes, a chuté de 93 millions d'euros (134 millions USD), tandis que l'APD multilatérale augmentait de 336 millions d'euros (485 millions APD).

La France a réduit son APD destinée à l'Afrique sub-saharienne au cours d'une année où l'APD global, hors remise des dettes bilatérales, avait augmenté dans les faits de 12%. Ainsi, au même moment où la France s'engageait à privilégier l'Afrique sub-saharienne par rapport aux autres régions, elle lui accordait dans les faits une moindre priorité. En termes réels, la France a augmenté l'APD globale de 737 millions d'euros (1,064 milliards USD) par rapport aux niveaux 2007, pour la porter à 6,973 milliards d'euros (\$10,058 milliards USD) en 2008, ou 0,36% APD/RBN.

QUELS PROGRÈS DOIT ACCOMPLIR LA FRANCE POUR RÉALISER SES OBJECTIFS D'ASSISTANCE POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE ?

AUGMENTATION NÉCESSAIRE 2008-09
€1,683 MILLIARDS (\$2,428 milliards)

AUGMENTATION ESTIMÉE
€414 MILLIONS (\$597 millions)

L'engagement de la France vis-à-vis de l'Afrique sub-saharienne doit être exécuté en 2010. Si la France augmente régulièrement ses apports au cours des deux prochaines années en vue d'atteindre cet objectif, elle devra augmenter de 1,683 milliards d'euros (2,428 milliards USD) hors remise de dettes bilatérales, l'APD destinée à la région en 2009 et aussi en 2010. Pour 2009, cela représenterait une augmentation de 69% par rapport aux chiffres de 2008.

Le plus récent budget de la France fournit pour la première fois des renseignements couvrant une période de trois ans, de 2009 à 2011. En se basant sur ces informations, ONE estime que l'APD globale de la France hors remise des dettes bilatérales, atteindra 7,106 milliards d'euros (\$10,25 milliards USD) en 2009 et 7,282 milliards d'euros (10,5 milliards USD) en 2010.

Bien qu'une estimation de la part exacte qui sera allouée à l'Afrique sub-saharienne ne soit pas disponible, ONE a calculé sur la base de la moyenne des allocations depuis 2007, que l'APD de la France destinée à l'Afrique sub-saharienne représenterait approximativement 40% de son APD globale, ou 2,87 milliards d'euros (4,14 milliards USD) en 2009. Cela représente une augmentation de 414 millions d'euros (597 millions USD) par rapport à 2008, très loin des 1,683 milliards d'euros (2,428 milliards USD) d'augmentations nécessaires pour se maintenir sur la bonne voie. En outre, l'APD destinée à la région est estimée pour 2010 à 2,986 milliards d'euros (4,306 milliards USD), très loin de ce dont la France aurait besoin pour remplir son engagement de Gleneagles pour l'Afrique.

FIGURE 1

APD DE LA FRANCE POUR L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE AFRIQUE ET OBJECTIF 2010

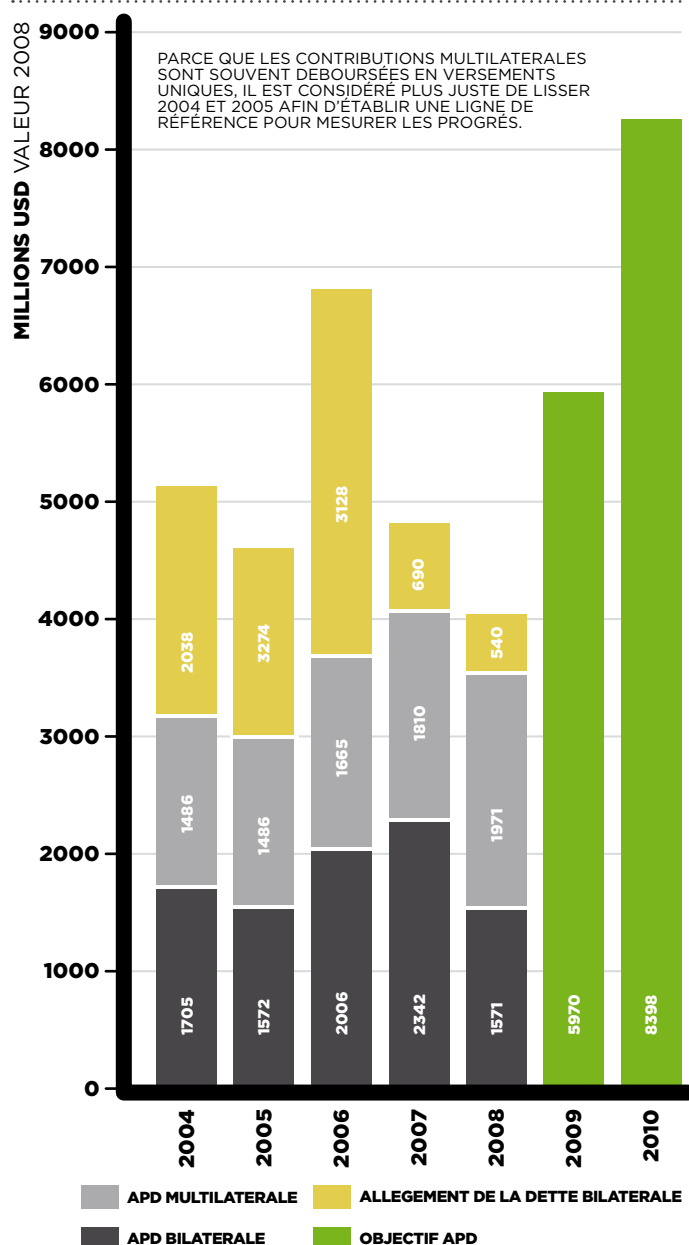


FIGURE 2

QUELS ONT ÉTÉ LES FLUX D'APD DEPUIS 2004?

EN MILLIONS D'USD, VALEUR 2008 (EN EURO VALEUR 2008)

	2004	2005	2006	2007	2008
ADP GLOBALE TOTALE (mondiale)	10,700 (7,418)	12,440 (8,624)	12,733 (8,828)	10,651 (7,384)	10,957 (7,596)
ALLEGEMENT DE LA DETTE BILATERALE	2,284 (1,583)	4,311 (2,989)	4,381 (3,037)	1,656 (1,148)	899 (623)
ADP GLOBALE TOTALE (hors remises de dettes bilatérales)	8,416 (5,835)	8,128 (5,635)	8,352 (5,790)	8,994 (6,236)	10,058 (6,973)
APD/RNB GLOBAL (hors remises de dettes bilatérales)	0.32%	0.31%	0.31%	0.32%	0.36%
ADP TOTALE A L'ASS	5,242 (3,634)	6,320 (4,381)	6,799 (4,714)	4,843 (3,357)	4,082 (2,830)
ALLEGEMENT DE LA DETTE BILATERALE (ASS)	2,038 (1,413)	3,274 (2,270)	3,128 (2,169)	690 (479)	540 (374)
APD MULTILATERALE A L'ASS	1,499 (1,040)	1,474 (1,022)	1,665 (1,154)	1,810 (1,255)	1,971 (1,367)
APD BILATERALE A L'ASS (hors remises de dettes bilatérales)	1,705 (1,182)	1,572 (1,090)	2,006 (1,391)	2,342 (1,624)	1,571 (1,089)
ADP TOTALE A L'ASS (hors remises de dettes bilatérales)	3,205 (2,222)	3,046 (2,112)	3,671 (2,545)	4,152 (2,879)	3,542 (2,456)
APD/RNB A L'ASS (hors remises de dettes bilatérales)	0.12%	0.12%	0.13%	0.15%	0.13%

EFFICACITE ET QUALITE DE L'ASSISTANCE DE LA FRANCE POUR LE DEVELOPPEMENT

La déclaration adoptée au Forum de Haut Niveau de Paris sur l'efficacité de l'aide en 2005 (la Déclaration de Paris) formulait un consensus croissant sur les mesures nécessaires pour rendre l'APD plus efficace. Ce consensus a été réitéré et élargi lors du Forum de Haut Niveau sur l'efficacité de l'aide d'Accra en 2008. À Gleneagles, le G8 a fait référence à la Déclaration de Paris en convenant de « mettre en œuvre tous les engagements que nous avons pris dans la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide, et nous en assurerons le suivi, y compris en ce qui concerne le renforcement des mesures de déliement de l'aide, son décaissement d'une manière plus rapide et plus prévisible par l'intermédiaire de systèmes de pays partenaires si possible ».

ONE a choisi quatre mesures d'efficacité de l'APD pour contrôler les performances des pays: La prévisibilité (le déboursement réel par rapport à l'aide programmée); la transparence et le reporting (le montant de l'APD figurant dans les budgets des pays bénéficiaires); l'utilisation des systèmes nationaux (la manière dont l'APD utilise les systèmes du pays bénéficiaire); et enfin le degré de l'APD déliée et les appels d'offres concurrentiels locaux. Ces quatre mesures ont été choisies en raison de leur importance et de la disponibilité des données.

La France figure au cinquième rang des pays du G7 pour l'efficacité de son assistance pour le développement.

Ce classement est mesuré en fonction d'une série de dix indicateurs portant sur ces quatre mesures. Elle obtient un score moyen comparé au groupe du G7 dans la plupart des secteurs et doit en particulier améliorer la prévisibilité de son APD. Bien qu'il y ait eu une augmentation substantielle depuis l'année passée pour la mise en correspondance des estimations des apports d'APD par les pays bénéficiaires et les déboursements actuels, la France est quand même avant-dernière avec cette mesure de transparence comparée aux autres pays du G7 qui ont fait des améliorations plus substantielles. Toutefois la France figure au deuxième rang des pays du G7, selon l'autre mesure de transparence, qui évalue la part d'APD figurant dans le budget national des pays bénéficiaires.

La France a considérablement augmenté son utilisation des systèmes nationaux de gestion financière, ce qui lui a valu de remonter de l'avant-dernière place il y a un an, à la quatrième aujourd'hui et également de se situer au milieu du peloton des pays du G7 par rapport à l'utilisation des systèmes nationaux de livraisons. Elle se situe toujours au milieu du peloton des pays du G7 pour le déliement de l'APD et a en fait augmenté sa part d'APD liée entre l'étude de référence et celle de 2008.

La France a joué un rôle très positif en tant que présidente de l'UE lors du Sommet d'Accra sur l'efficacité de l'aide. Malheureusement, ce rôle n'est pas assorti à la performance plus faible de la France pour maintenir les niveaux d'APD auxquels elle s'était engagée ou pour obtenir un score élevé dans les mesures de l'efficacité de l'APD qui sont suivies dans ce rapport.

LA FRANCE JOUE-T-ELLE SA PART POUR RÉALISER LES ENGAGEMENTS SECTORIELS DU G8?

Cette section passe en revue la performance et les efforts de la France en relation avec chaque engagement sectoriel du G8 suivi par ONE. La France continue d'être nettement en tête du financement du Fonds Mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose, et le paludisme : en terme de volume elle en est le second donateur. Bien qu'elle ait une bonne performance en matière d'annulation de la dette, elle n'a pas encore annulé ses créances commerciales post date butoir contrairement à d'autres pays du G8. Comme pour ses homologues de l'UE, on considère qu'elle a dévié de ses engagements pour le commerce. Bien que l'UE prenne la tête des négociations commerciales avec les régions africaines sur les accords de partenariats économiques, la France, par son opposition au démantèlement des subventions agricoles nuisibles, entrave les avancées pour l'élargissement de conditions commerciales plus équitables en faveur des pays en développement. Bien que ce ne soit pas le seul pays à s'opposer à une réduction de ces subventions, la France pourrait changer le débat si sa position évoluait.

Cette section aborde des récents changements et développements pertinents dans l'APD de la France, en rapport avec ces secteurs. Les chiffres du CAD de l'OCDE utilisés dans cette section proviennent des données de 2007 relatives aux engagements : ils sont les chiffres disponibles les plus récents. Lorsqu'il y a des engagements spécifiques et mesurables vis-à-vis desquels la France peut être tenue comptable, ONE a classé le pays comme étant EN BONNE VOIE ou EN RETARD par rapport à la réalisation de ces engagements. Dans le secteur dans la santé où le suivi porte sur plusieurs engagements différents, les progrès sont identifiés sans porter de jugement sur la tenue éventuelle de ces engagements.

EN BONNE VOIE

DETTE

- A l'instar des autres pays du G8, la France a convenu d'annuler 100% des dettes conditionnelles pour les pays les plus pauvres, d'abord par le biais de l'initiative PPTE et ensuite de l'initiative MDRI.
- Savoir jusqu'à quel point les donateurs tiennent leurs engagements en matière de compensation des IFI par rapport à leurs pertes de revenus liées au non-remboursement des dettes constitue une manière importante de mesurer les progrès réalisés vis-à-vis des dettes. La France est en bonne voie de tenir ces engagements. Au total, elle s'est engagée à couvrir le coût de l'annulation des dettes multilatérales qui se chiffrent à 2,468 milliards USD jusqu'en 2044, un chiffre excédant les 2,314 milliards USD qui représente sa part.
- Dans le cadre de ses engagements, la France a promis 648,5 millions USD à l'IDA entre 2006 et 2019 pour compenser les non remboursements dus à la MDRI. A la date du 30 juin 2008, elle a fait un engagement inconditionnel de 517,49 millions USD, soit environ 80% du montant compensatoire nécessaire. La France est par conséquent sur la bonne voie, et dispose d'un temps suffisant pour exécuter le reste.
- La France a annulé 100% des dettes bilatérale dues par les pays PPTE ayant franchi le point d'achèvement, à une notable exception : Elle n'a pas encore annulé ses créances commerciales post date butoir et ne s'est donc pas engagée autant que les autres pays du G8.

AGRICULTURE

- Même avant l'engagement souscrit à Hokkaido d'inverser le déclin du financement du G8, la France avait tenu cet engagement avec des augmentations entre 2004 et 2007 totalisant 342,61 millions USD pour l'agriculture en Afrique sub-saharienne. Toutefois, cet engagement reste faible.
- La France a déboursé 478,84 millions USD pour l'agriculture en Afrique sub-saharienne en 2007, plus que le double de ses niveaux de 2006, et 90,44 millions USD pour l'aide alimentaire dans la région.
- Le président Sarkozy et la France ont pris la tête de la campagne pour faire approuver par l'UE l'utilisation d'un fonds d'un milliard d'euros (1,44 milliards USD) financé par les excédents budgétaires inutilisés de l'UE en vue de soutenir l'agriculture dans le monde en développement (ONE calcule que 760 millions d'euros (\$1,096 milliards USD) s'ajouteront à l'APD déjà budgétisée au niveau de la CE). Cela a été approuvé par l'UE en décembre 2008. Au moins 800 million d'euros (1,15 milliards USD) seront déboursés en 2009.

EAU ET ASSAINISSEMENT

- Ce rapport interprète l'engagement souscrit par le G8 pour l'eau et l'assainissement comme voulant dire qu'un donateur devrait allouer 5,5% de son APD pour l'Afrique sub-saharienne à ce secteur. En 2007, la France a déboursé 336 millions d'euros dans ce secteur en Afrique sub-saharienne, ce qui représente 6,37% du total de l'APD à destination de la région, un montant qui dépasse l'objectif d'APD fixé à 5,5%.
- Les 6,37% d'APD dévolue par la France à l'Afrique sub-saharienne qui ont été dépensés pour le secteur de l'eau et de l'assainissement représentent une augmentation par rapport aux 5,17% consacrés au même secteur en 2006. Toutefois, ce pourcentage d'augmentation est trompeur. Les faibles niveaux d'APD de la France gonflent artificiellement sa performance dans ce secteur, puisqu'il s'agit d'un pourcentage du montant total d'APD consacré à l'Afrique sub-saharienne (l'APD totale de la France pour la région a en fait diminué de 16% entre 2007 et 2008). Afin d'accomplir de réels progrès dans ce secteur, la France doit augmenter ses niveaux globaux d'APD et travailler avec les autres nations pour proposer un meilleur engagement collectif concernant les ressources d'eau et d'assainissement.

ÉDUCATION

- En 2007 la France a consacré 195 millions USD à l'éducation primaire en Afrique sub-saharienne. Ce montant était sensiblement proche de sa part proportionnelle des 217 millions USD requis chaque année pour réaliser l'EPU dans la région.
- La France devra porter son assistance à 200 millions USD en 2008 pour être sûr de pouvoir tenir son engagement de Gleneagles en matière d'éducation.
- La France figure au premier rang des donateurs parmi les pays du G8 pour l'éducation en Afrique sub-saharienne, mais ne consacre qu'un petit pourcentage de son APD à l'éducation primaire (20% en 2007). Une large part du budget de l'éducation de la France continue à financer l'enseignement supérieur et les frais de scolarité qui ne viennent pas directement à l'appui des objectifs de l'éducation nationale dans les pays bénéficiaires. En mars 2008, la France a annoncé qu'elle avait noué un partenariat avec le Royaume Uni et la Fédération internationale de Football Association (FIFA) en vue de scolariser 16 millions d'enfants et d'améliorer la qualité de l'éducation en Afrique d'ici à 2010. Elle a promis qu'elle aiderait pour cela 8 des 16 millions d'enfants, mais rares ont été les progrès accomplis dans la réalisation de cet objectif.

EN RETARD

COMMERCE

- Au titre de membre clé de l'UE, la France est représentée par cette dernière aux négociations de l'OMC et aux négociations commerciales bilatérales telles que les APE. Des sensibilités dans le secteur agricole, conjuguées à des intérêts pour une ouverture des marchés dans les secteurs des biens manufacturés et des services, continuent d'entraver les progrès des négociations pour un programme favorable au développement.
- L'UE négocie actuellement des APE avec des régions africaines. Les APE sont des accords bidirectionnels exigeant des pays africains une ouverture de leurs marchés en contrepartie d'un meilleur accès aux marchés de l'UE. Ils ont été introduits après que le programme qui fournissait initialement un accès spécial aux marchés des pays d'Afrique, du Pacifique et des Caraïbes soit arrivé à expiration fin 2007, en raison de questions de conformité avec l'OMC. Bon nombre de voix de la société civile se sont élevées pour critiquer l'approche de l'UE aux APE, exprimant leurs préoccupations concernant l'adéquation de l'espace politique. La fragmentation en blocs régionaux a également été attribuée à l'UE, amenant les pays à négocier d'une manière regroupée qui ne reflète pas l'organisation des entités existantes en Afrique. Cette situation a sérieusement compromis l'objectif du rehaussement du commerce et d'une intégration régionales – un des buts primordiaux des APE. Tandis que les négociations continuent, les accords intérimaires qui ont été signés avec plusieurs pays comme le Cameroun et le Ghana, ou de plus petites régions comme la Communauté de l'Afrique de l'Est offrent un accès préférentiel aux marchés de l'UE qui continuera jusqu'à la conclusion d'accords complets. Étant donné que le mandat de la présente Commission Européenne arrivera à son terme avant les élections européennes de juin, et que la suivante n'entrera probablement pas en fonction avant le référendum prévu en octobre sur le traité de Lisbonne, des accords complets d'APE sont loin d'être signés.
- Les PMA bénéficient d'un accès de marché totalement exempts de droits et de quotas par le biais du programme de l'UE, « Tout sauf les armes ». Toutefois ce programme ne couvre pas tous les pays africains et a été critiqué pour avoir maintenu des règles d'origine compliquées qui rendaient son utilisation difficile pour les pays pauvres. En réponse à ces critiques, l'UE a commencé à réviser les règles d'origine des APE.

- En 2005, à la réunion ministérielle de l'OMC à Hong Kong, l'UE s'est engagée à augmenter de 2 milliards d'euros (2,5 milliards de dollars) par an l'aide au commerce destiné à tous les pays en développement d'ici à 2010. Selon les chiffres de l'OCDE, les contributions de la France pour l'aide au commerce en Afrique ont été portées en 2007 à 1,008 milliards USD, comparés aux 780 millions USD de l'année précédente. Entre-temps, l'aide pour financer uniquement les besoins commerciaux en Afrique est estimée à entre 12 et 14 milliards USD par an.
- La Commission Européenne est le plus large pourvoyeur de subventions dans le monde pour le secteur agricole, déboursant collectivement environ 53,6 milliards d'euros (73,3 milliards USD) en subventions pour soutenir les agriculteurs européens en 2007 par le biais de sa Politique Agricole Commune (PAC). Les agriculteurs français ont reçu 10,2 milliards d'euros (13,9 milliards USD) par l'intermédiaire de la PAC. La France est une bénéficiaire nette de la PAC et n'est pas historiquement favorable à une réforme.

RAPPORT SUR LES PROGRÈS RÉALISÉS

SANTÉ

- Les dépenses totales dans le secteur de la santé de l'Afrique sub-saharienne se chiffraient en 2007 à 433,61 millions USD, une augmentation de 18,4% par rapport à 2006 et de 74,26 millions USD (20,7%) par rapport à 2004.
- Du montant total de ces dépenses de santé en 2007, la France a consacré 305,81 millions USD (70,53%) à la lutte contre les maladies infectieuses ; 96,77 millions USD (22,32%) aux systèmes de santé ; 30,17 millions USD (6,96%) à la santé de base ; et 0,85 millions USD (0,2%) à la santé reproductive. La France ne contribue plus à l'initiative mondiale pour l'éradication de la polio depuis 2006.
- Le pays a engagé et consacré 402,7 millions USD au Fonds Mondial en 2008 et a démontré une réelle autorité, en se classant au deuxième rang des donateurs du Fonds. Le 1er décembre 2008, Carla Bruni-Sarkozy est devenue ambassadrice du Fonds Mondial.
- La France a contribué au total 18,66 millions USD à l'alliance mondiale pour les vaccins et l'immunisation (GAVI) sur trois ans entre 2003 et 2006, ce qui équivaut à 6,22 millions USD par an. Elle s'est engagée à consacrer au total 1,24 milliards d'euros à la facilité internationale de financement pour la vaccination (FIFV) sur 20 ans, commençant par un engagement initial de 372,8 millions d'euros en 2006 et une augmentation de 867,2 millions d'euros en 2007. La France a également versé une contribution de 268,4 millions USD à UNITAID entre novembre 2006 et décembre 2007.

PERSPECTIVES

La France était présidente de l'UE lorsque la crise financière est survenue au deuxième semestre de 2008. Durant ces six mois, elle a démontré son autorité politique dans des domaines clé du développement.

En outre le Président Sarkozy et le Ministre chargé du développement, Alain Joyandet, ont joué une part importante dans la conclusion d'un accord pour établir une nouvelle « facilité alimentaire » afin d'aider les agriculteurs des pays en développement à modérer les effets de la crise alimentaire et à combler les déficits en fonds. Cette proposition s'est heurtée à une forte opposition politique des gouvernements influents de l'UE pour diverses raisons, liées notamment à un manque d'empressement pour soutenir une procédure budgétaire peu orthodoxe et le désir des gouvernements de récupérer les excédents budgétaires inutilisés pour leur trésor public. L'autorité de la France a joué une part importante pour aider ces obstacles à être surmontés.

Il y a 1,44 milliards USD (1 milliard d'euros) additionnels pour les agriculteurs des pays en développement (ONE calcule que 1,09 milliards USD (€760 millions) s'ajouteront à l'APD déjà budgétisée au niveau de la CE). Plus de 432 millions USD du financement de la Facilité Alimentaire ont été déjà déboursés en 2009 pour fournir des intrants essentiels aux agriculteurs ainsi que des filets de sécurité sociale. Environ 1,154 milliards USD devrait être déboursé d'ici la fin de l'année.

Le Président Sarkozy a également représenté la France à la conférence de Doha sur le financement du développement, où il était le seul donateur de l'UE présent. Il a souligné à cette occasion que l'Europe tiendrait les promesses qu'elles avaient faites au monde en développement. Toutefois, compte-tenu des coupes budgétaires que la France a faites cette année dans son assistance au développement pour l'Afrique sub-saharienne, ce leadership s'apparente de plus en plus à un exercice d'éloquence dénué de substance.

La ministre des Finances Christine Lagarde s'est montrée vocale pour souligner qu'il n'y aurait aucune augmentation d'APD après 2012. Étant donné que l'APD globale de la France a considérablement augmenté au cours de l'année passée, le Président Sarkozy devrait fixer un calendrier précis pour des augmentations d'APD entre maintenant et 2015, en priorité pour l'Afrique sub-saharienne et en grande partie sous formes de subventions plutôt que de prêts.

■ RESUME EXÉCUTIF

¹ Le Royaume Uni s'est réengagé vis-à-vis de ses plans d'APD bien qu'il ait revu à la baisse ses prévisions de son revenu national. Cela veut dire que le Royaume Uni devrait atteindre 0.62% APD/RBN en 2010/11 (plutôt que les 0.56% initialement prévu). Il se trouve donc en bonne voie pour atteindre 0.7% d'ici 2013 comme prévu.

² Pour un complément d'informations sur le concept d'aide intelligente, veuillez consulter: www.one.org/smartaid.

³ A l'heure où ce rapport est imprimé, les nouveaux chiffres sur le nombre de personnes traitées en Afrique subsaharienne n'ont pas encore été rendu disponibles par l'OMS ou ONUSIDA. Fin 2008, on estimait à 4 millions le nombre de personnes dans le monde qui suivaient un traitement pour le SIDA. ONE s'est servi des chiffres de 2007 et des chiffres début 2008 pour extrapoler qu'environ 75% des personnes suivant ce traitement vivaient en Afrique.

⁴ Organisation Mondiale du Commerce. 2008. Statistiques sur le commerce international 2008. Tableau 1.4.

⁵ Calculés à partir des statistiques du FMI sur le commerce (2007). Cela suppose que le volume global des échanges commerciaux reste le même après l'augmentation des échanges commerciaux africains.

⁶ Banque Mondiale/FMI. Liste des pays à faible revenu habilités à bénéficier de la FRGF selon les analyses de viabilité de la dette, dernière mise à jour : 16 janvier 2009. Un pays s'expose à un endettement s'il ne peut pas payer le service de la dette sans recourir à un financement exceptionnel (comme l'allègement de la dette) ou d'importantes corrections futures de sa balance des revenus et des dépenses. Le risque est mesuré conjointement par la Banque Mondiale et le FMI à l'aide d'indicateurs indicatifs pour mesurer le fardeau de la dette extérieure.

⁷ L'agrégat des augmentations prévues du G7 en 2009 n'équivaut pas à la somme des donations de chaque pays du G7. Cela parce que l'APD fournie en 2008 par le Canada et le Japon excédait leurs objectifs pour 2009 (de 673 millions USD au total) et donc la somme requise collectivement par le G7 est moindre.

⁸ Cet engagement a été pris par le Canada en septembre 2008, à la suite d'un engagement en avril 2008 à délier 100% de son assistance alimentaire. Agence Canadienne de Développement International. 2008. « le Canada délie la totalité de son aide au développement ». <http://www.acdi-cida.gc.ca/CIDAWEB/acdicida.nsf/Fr/NAT-9583229-GQC?OpenDocument>

⁹ ONUSIDA. 2008. « Rapport D'ONUSIDA pour la journée mondiale contre le SIDA – Perspective SIDA 2009 ». Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA. Genève ; OMS. 2009. « Rapport 2009 sur la lutte contre la tuberculose dans le monde – Epidémiologie, stratégie, financement ». OMS : Genève ; Faire reculer le paludisme. Plan d'action mondial contre le paludisme 2008. Section 1.3. Faire reculer le paludisme. Genève ; Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF). 2008. La situation des enfants dans le monde 2009: la santé maternelle et néonatale. UNICEF: New York.

¹⁰ Initiative mondiale pour l'éradication de la polio. Avril 2009, rapport mensuel de la situation. http://www.polioeradication.org/content/general/actuel_monthly_sitrep.asp. Consulté le 1 mai 2009.

■ FRANCE

¹ Communiqué de Gleneagles 2005.

ONE est une organisation entreprenant des campagnes et des actions de plaidoyer qui est soutenue par plus de 2 millions de personnes, déterminées à lutter contre la pauvreté extrême et les maladies évitables, surtout en Afrique.

Chez ONE, nous utilisons les actions de plaidoyer pour accomplir des changements.

Nous mettons les dirigeants internationaux face aux promesses qu'ils ont faites pour lutter contre la pauvreté extrême et menons des campagnes pour l'adoption de meilleures politiques de développement, une assistance au développement ainsi qu'une réforme du commerce plus efficaces. Nous nous efforçons d'établir toujours plus de démocratie, de responsabilisation et de transparence pour que les citoyens des nations en développement puissent demander des comptes à leurs dirigeants et que les ressources soient en conséquence réparties efficacement.

Nous travaillons en étroite collaboration avec des dirigeants africains, des experts politiques et des militants d'Afrique et du monde entier en vue de rallier le soutien de l'opinion publique pour des méthodes testées et éprouvées pour combattre la pauvreté.

Nous sommes convaincus chez ONE que la lutte contre la pauvreté n'est pas un acte de charité mais qu'il s'agit simplement d'une question de justice et d'égalité.

Pour en savoir plus, visitez:

WWW.ONE.ORG

COORDONNÉES DE ONE

ONE
1400 Eye St, NW
Suite 600
Washington, D.C. 20005
États-Unis

ONE
151 Wardour Street
London
W1F 8WE
Royaume-Uni

ONE
Reinhardtstrasse 47
D-10117 Berlin
Allemagne

ONE
3 Kikuyu Close,
Off Nairobi Street
Wuse 2, Abuja, F.C.T.
Nigéria

ONE

WWW

POUR
LUTTER
CONTRE
LA
PAUVRETÉ
EXTRÊME
ET
LES
MALADIES
ÉVITABLES
SURTOUT
EN
AFRIQUE